

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS

➔ La politique familiale

Drôle d'anniversaire que celui de notre première année passée en « Sarkozie ». Le bilan global est désastreux. Multipliant les incompréhensions et les contradictions, le président et son gouvernement provoquent des réserves même au sein de leur majorité. Depuis un an, nous constatons encore l'effritement de notre cohésion sociale alors que celle-ci avait déjà beaucoup souffert sous les gouvernements Raffarin et Villepin. Après la remise en cause des garanties sociales collectives, la baisse constante du pouvoir d'achat ou encore une exclusion de plus en plus grande, c'est aujourd'hui la politique familiale qui se trouve dans le viseur du gouvernement.

Le risque est grand quand on sait que la famille constitue le cœur de notre société, elle est et demeure, sous toutes ses formes, un marqueur et un déterminant de la bonne « santé » de notre collectivité. Ce constat nous l'avons intégré depuis de nombreuses années au sein de la ville de Dunkerque en faisant de la famille un axe fort de notre politique. Mise en œuvre au travers du centre communal d'Action Social et du soutien à de nombreuses associations, cette politique est le fruit d'une volonté marquée, désireuse d'offrir aux familles en difficulté un suivi et une aide des plus complètes. Ce choix nous l'avons fait par conviction. La conviction que la famille constitue le fondement de notre société, de notre collectivité, de nos quartiers.

Le gouvernement, par ses récentes actions et déclarations, semble ignorer cette constante. Mise en place de franchises médicales, diminution des remboursements des lunettes et des soins dentaires, suppression de poste dans l'éducation et surcharge des classes, affaiblissement de la politique du logement (banalisation du Livret A, augmentation du plafond d'accession au logement social, etc.), réforme contestable du mécanisme d'attribution des allocations familiales, sont autant de choix qui, sous prétexte d'économie, affaiblissent notre politique sociale et par là même tout un pan de notre société. Ces choix risquent de mettre à mal et de déstabiliser notre société tout entière.

La famille est pourtant au cœur des questions sociales et sociétales. Si certes il convient de s'interroger sur les carences du système actuel, cette réforme ne doit pas devenir l'alibi d'un État soucieux de combler ses pertes ou de financer ses « cadeaux » fiscaux. La politique familiale doit être repensée de manière à optimiser son efficacité, à s'adapter aux évolutions sociétales, et éviter les nombreuses inégalités et les quelques dérèglements existant. La ville de Dunkerque s'investit pleinement dans la réalisation de cette finalité. Accompagnant l'ensemble des forces vives de l'agglomération - CCAS, Aduges, diverses associations, etc. - nous menons depuis de nombreuses années des actions destinées à assurer un soutien constant à l'ensemble des familles dunkerquoises en difficulté, allant bien souvent au-delà des missions (quand nous ne les assurons pas!) de l'État. Accueils périscolaires, restaurant scolaire, aide au logement, aide d'urgence, accompagnement social, etc., autant de mesures que nous poursuivrons et développerons en prenant toujours garde de ne pas confondre aide et assistantat.

C'est par le maintien et l'amélioration de notre politique familiale que nous pourrions construire une société plus juste, plus forte et plus solidaire. La famille est et reste une priorité... notre priorité!

ÉLUS L'ÉCOLOGIE « LES VERTS »

➔ Mai '68, une des naissances de l'écologie politique



Nous, les verts, nous nous réclamons du vaste mouvement culturel et idéologique de la fin des années soixante qui a bouleversé la France et le monde conservateurs. L'idéal de parité, la solidarité et la fraternité homme femme se sont affirmés dans ces années.

Mais aussi, en 1968, des revendications toutes neuves liées au bien être, au plaisir, au sens de la vie collective ont éclaté et nous guident toujours. Certains conformismes et aliénations ont volé en éclat : le patriarcat, les abus de l'autorité contre le libre arbitre et la créativité. Certaines idéologies ont commencé à se fissurer.

Le sens de la société de consommation a été remis en cause profondément. La désorganisation des villes, l'étalement urbain, la perte des espaces de rassemblements de proximité au profit du tout bagnole boulot-dodo qui pousse à l'individualisme, l'aspiration à la sauvegarde de l'environnement, la baisse du temps de travail, tout cela, c'est pour nous l'héritage de '68. Est-il alors vraiment utile de poser la question de ce qu'il en reste aujourd'hui ?

Toutes les politiques innovantes et fructueuses, celles qui font encore rêver et qui sont généreuses sont animées du même souffle que le vieux mouvement de mai. Et les Verts a fortiori continuent le combat. Le poids de la dette, la peur du chômage nous rendent fragiles. Mais il ne faut pas devenir pour autant moins exigeant avec les idéaux de liberté, de solidarité et l'urgence écologique qui sont l'essentiel ! Contre le travailler plus pour consommer plus et polluer plus, le travailler mieux pour vivre mieux ! Aujourd'hui, comme en '68 il faut lier la question du pouvoir d'achat et des conditions de travail à la question du sens du travail, du sens de la vie et de la défense de l'environnement. Où que nous soyons, nous devons continuer à nous libérer, à nous émanciper pour un bonheur partagé et qui dure sur terre ! C'est notre ambition politique. C'est aussi une pratique à laquelle chacun peut se livrer sur son terrain de combat.

Nous contacter : verts-nord-littoral.ouvaton.org/ 27 rue du Maréchal French 59140 Dunkerque. Tél. 03 28 26 59 78

ÉLUS COMMUNISTES

➔ Sarkozy menace les plus démunis



« Les politiques sociales ne peuvent continuer ainsi à alimenter le déficit et la dette ». Ces propos du président de la République à Cahors devraient lever encore quelques illusions là où elles perdurent. Comme pour les dockers hier et les salariés des Ports Autonomes aujourd'hui, désignés comme étant les responsables de la sous-activité des ports Français, Sarkozy montre, désormais, du doigt les pauvres comme étant à l'origine des difficultés de la France. Il faut tout de même avoir un sacré cynisme pour lancer une phrase comme celle-ci. Surtout après avoir fait voter pas plus tard qu'en juillet dernier un paquet fiscal de 15 milliards ne profitant qu'aux plus riches. Dans la pensée de cette droite, dans cette pensée de classe, de privilégiés, les pauvres ne sont pas seulement pauvres, ils sont coupables, car c'est leur pauvreté qui coûte cher. Ce n'est pas la situation qui est faite à des millions de citoyens qui est insupportable,

non, ce qui est insupportable, ce sont ces citoyens eux-mêmes.

« Il ne peut y avoir une société qui ait des droits sans devoirs » a dit Sarkozy ! Mais où sont les droits de ceux qui n'ont pour vivre que le RMI ou les ASSEDIC ? Où sont les droits de tous les précaires qui ne touchent par mois qu'une portion de SMIC et ne parviennent même pas à se loger ? Où sont les droits des retraités ? Où sont les droits de ceux qui vivent avec le minimum vieillesse ou avec le SMIC ? Où sont les droits de ceux qui travaillent à mi-temps ou en contrat aidé ? Et où sont en revanche les devoirs de Mittal et du président à Gandrange, les devoirs des entreprises qui licencient par convenance boursière, les devoirs des grands groupes et de leurs actionnaires ? Ils n'ont pas de devoirs envers la nation, mais tous les droits d'en profiter. Le discours de Cahors est le plus antisocial que la France ait connu depuis des décennies.

67 rue de l'Amiral Ronarc'h, Dunkerque - Tél. 03 28 66 33 22
Fax : 03 28 66 33 16 - <http://dunkerque.gauchepopulaire.fr/> - particom@free.fr

ÉLUS RADICAUX DE GAUCHE

➔ Mai Joli

Mois du Muguet, des commémorations, du bonheur, des fêtes : cela est-il vrai en 2008 ?

Les Dunkerquois ont choisi massivement leurs responsables pour poursuivre l'œuvre entreprise depuis 1989 et permettre l'épanouissement le plus judicieux de leur Ville. Nous respecterons cet engagement : cependant la politique actuelle du gouvernement en place lui depuis un an, ne nous réjouit pas. Même si nous ne sommes qu'au début de l'été, les inquiétudes des salariés se manifestent et les revendications n'attendent pas l'automne. Les promesses non tenues, la diminution du pouvoir d'achat, les déficits publics que l'on prétend résoudre par une formule magique sans oser parler de restriction et de rigueur font le lit de nos inquiétudes. Que la victoire était belle mais après ? Notre devoir doit être de continuer les politiques locales protectrices face aux excès du libéralisme non contrôlé : encore faut-il que nous en ayons les moyens. Les querelles de chiffre sont pérennes et inefficaces ; La croissance estimée diminue de plus en plus ; le déficit public estimé augmente de plus en plus. Le budget des collectivités lui, ne peut être voté qu'en équilibre mais pour cela encore faut-il que l'état paie ses dettes et n'oblige pas, par des transferts de charges, les collectivités à augmenter l'imposition ou à diminuer leur action sociale, alors même que les citoyens, pour vivre, en ont de plus en plus besoin. Si nous voyons actuellement tant de revendications (Coca-cola, les ports, les cheminots, les lycéens, les professeurs) c'est que l'Avenir paraît sombre, que le pouvoir d'achat est de plus en plus amputé, que les réformes annoncées à grand bruit ne sont pas la panacée.

Il paraît simple de diminuer les personnels de santé, de regrouper pour une meilleure rentabilité supposée les services hospitaliers, de diminuer le nombre de fonctionnaires affectés sur nos plages, mais en définitive tout cela ne fera qu'affecter le service rendu à la population et nécessitera une compensation par les collectivités locales. La confiance accordée a priori au gouvernement s'est envolée, la remise en cause des retraites des effectifs de fonctionnaire, des contrats de travail, des remboursements médicaux seront difficilement acceptés et dans tous les cas douloureusement subis 2008 n'est pas 1968 qui avait déstabilisé l'État. Oui mais ?

ÉLUS MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

➔ Un contenu et un chemin pour la création d'un grand parti de toute la gauche

La France a cru trouver en Nicolas Sarkozy, un Président capable de limiter la casse face aux dégâts de la mondialisation. Elle découvre aujourd'hui non sans effroi l'impasse dans laquelle l'a entraînée son élection. De sombres craquements se font entendre de toutes parts dans le monde, économiques, financiers, sociaux, crises alimentaires, spéculation sans fin... Un tsunami barre l'horizon, c'est le système même qui est touché. Face à cela nous devons nous rassembler et bâtir un projet républicain à la hauteur des défis de notre temps. Il faut réaffirmer le principe de souveraineté populaire et du rôle de l'État. Réformer les institutions européennes, recourir s'il le faut à des nationalisations partielles ou totales notamment pour les entreprises stratégiques. Dans le domaine international on ne peut accepter l'alignement de la France sur les USA et le retour dans l'OTAN au nom de l'occidentalo-centrisme. Il faut donc une refondation républicaine de la Gauche et créer un grand parti qui pourrait être une confédération respectant chacun. Le MRC fait clairement et officiellement cette proposition. Il faut partir d'une analyse précise de la nature de la globalisation et du capitalisme financier. Le MRC propose un cadre de discussion pour jeter les bases d'un grand parti de toute la Gauche. Cette refondation est urgente. Notre proposition est là, nous sommes à la disposition de tous ceux qui veulent en discuter.

Pour contact : clnicolet@wanadoo.fr

ÉLUS LES ALTERNATIFS

➔ Défendre et améliorer les services publics



Les Services publics, grâce à leurs principes fondateurs, sont indispensables à toute société se réclamant de la liberté, de l'égalité, de la laïcité, de la solidarité, et ce pour toute la population, les femmes et les hommes, les Français et les immigrés, les plus jeunes comme les plus âgés. C'est toute notre vie quotidienne qui est concernée : l'Éducation, la recherche, les équipements de la petite enfance, les services aux personnes âgées, la santé, l'emploi, la poste, les communications, les transports, l'énergie, l'eau, le logement.

Les Alternatifs refusent toutes les politiques de mise en concurrence, de dérégulation, de privatisation partielle ou totale. Ces politiques, menées EN Europe et dans le monde et que le gouvernement français a lui-même mises en œuvre durant de longues années, ont fragilisé le secteur public, réduit sa portée et souvent dégradé la qualité des services rendus. C'est la qualité de nos vies et celle de l'avenir de nos enfants qui est en jeu !

Refusons qu'elles soient sacrifiées aux intérêts des grands groupes privés. À suivre le mois prochain...

Contact : écrire au 25 rue de la Paix à Dunkerque ou téléphoner à Cindy Bignardi Ledieu, Conseillère municipale déléguée pour la qualité des Services Publics au 0632652426. Permanence tous les samedis matins de 10h30 à 11h30 à cette même adresse.

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS « ENSEMBLE POUR DUNKERQUE »

Les promesses sont ou seront tenues

Il y a un an, Nicolas Sarkozy devenait président de la République. Depuis cette date, le gouvernement travaille à la réalisation des promesses du candidat. Cependant, la machine à réformer le pays ne peut tourner à plein régime tant il y a de freins nationaux, sans parler du contexte international sur lequel la France n'a pas de prise, qu'il s'agisse de la crise financière aux USA (subprimes), du triplement du prix du blé, de la hausse des matières premières ou du prix du baril de pétrole...

Il faut donc laisser du temps au gouvernement et se garder de juger hâtivement le président dont le mandat dure 5 ans.

Déjà, nous pouvons pointer qu'un grand nombre de promesses ont été tenues, particulièrement dans les domaines de l'emploi, du logement et de la famille.

Pour l'emploi et les salariés :

Les heures supplémentaires, depuis le 1^{er} octobre 2007, sont payées 25 % de plus (pour les fonctionnaires comme pour le privé) et sont exonérées totalement d'impôt sur les revenus. Dans le privé, 75 % des PME y ont recours. La mise en place du revenu de solidarité active permet aux bénéficiaires d'aides sociales de ne pas perdre leurs avantages lors de la reprise d'un emploi.

Pour le logement :

Des mesures permettent de faire face à la crise du logement dont sont victimes les classes modestes et moyennes : les candidats à l'accès à la propriété peuvent déduire les intérêts d'emprunt pendant 5 ans. Pour un couple, cela équivaut à 7500€ d'économie par an. Pour ceux qui ne payent pas d'impôt, le Trésor public leur donnera un chèque. Les locataires du parc HLM peuvent, eux aussi, devenir propriétaires de leur logement. Nous pourrions en outre compter, en 2008, sur 142000 logements sociaux en plus sur notre territoire.

Pour la famille :

Il existe une réelle volonté de soutien : pas un centime d'euro ne manque à la politique familiale. Priorité est donnée au développement des modes de garde et à l'aide aux familles modestes pour qui une assistante maternelle coûtera désormais le même prix qu'une place en crèche. Ceci correspond à l'attente n° 1 des familles.

Une majoration de 60€ des allocations familiales est accordée dès lors qu'un enfant atteint l'âge de 14 ans au lieu de 16 auparavant.

Revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire pour les parents qui ont des adolescents. La carte « famille nombreuse » est renforcée et les tarifs préférentiels de la SNCF sont étendus aux familles monoparentales ainsi qu'aux familles modestes de moins de trois enfants. Cette liste n'est évidemment pas exhaustive car le catalogue des réformes est en réalité très important. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

NB : Article écrit avant l'allocution télévisée du président de la République.

Dunkerque-les-Palmiers

On le dit exotique, tropical, méditerranéen. On le sait sensible et fragile loin de sa terre d'origine et pourtant on l'invite abondamment dans nos cités septentrionales. Les égards et les frais engagés pour sa survie ne suffisent pas à l'épanouissement de ses qualités décoratives. Souvent, alors, on le voit mourir et, au lieu de son exu-

bérante silhouette et de l'évocation de son luxuriant berceau, on le voit offrir le triste spectacle d'une lente et impitoyable sclérose. On sait que son pire ennemi, en la circonstance, n'est pas le charançon mais la décision humaine et inappropriée de lui imposer une existence si contraire à ses naturelles exigences. LE PALMIER, donc, n'échappe pas - à Dunkerque et dans ses environs - à ce mauvais choix qui non seulement le fait souffrir mais, en outre, maltraite les finances publiques ; le résultat n'étant pas à la hauteur de l'investissement ! Notre ville manque d'arbres et d'espaces verts. Plus que jamais, nous devons travailler à l'amélioration de cette part vitale de notre environnement urbain, d'abord en protégeant les arbres existants, ensuite en privilégiant les variétés adaptées (et moins coûteuses) au climat de notre région.

Ensemble pour Dunkerque : Jacqueline Gabant, Daniel Thienpoent, Laurence Wattre, Pierre le Bœuf. 1 passage P. et M. Curie - 59140 Dunkerque.

ÉLUS « DUNKERQUE, DEMAIN, AVEC VOUS »

La morale et la politique

Deux événements de l'actualité récente nous incitent à la réflexion : le premier, c'est le parcours mouvementé de la flamme olympique à travers le monde, d'Olympie à Pékin. Nous sommes pour le respect des droits du peuple tibétain à disposer de lui-même. Plusieurs amis du Tibet, partisans de son indépendance ou de son autonomie, ont conspué l'image des jeux de Pékin, parce que le peuple tibétain est opprimé, privé de ses droits élémentaires, tenu en laisse par l'armée chinoise. Et la Chine ne nous fera pas croire qu'elle a une belle image en privant les Tibétains de leur liberté. On objectera tout : les affaires avec Pékin, qu'il faut sauver, ce que tente de faire Nicolas Sarkozy, au mépris de l'image de la France, patrie des droits de l'homme. On objectera l'entraînement des sportifs, qui n'y sont pour rien et ne font pas de politique. C'est faux : les sportifs, à Pékin, représentent leur pays, avec ses valeurs, et pas eux-mêmes. Ils se doivent donc de porter haut nos propres valeurs. On ne fait pas de sport en « s'en lavant les mains ». Que l'on s'en souvienne si l'on veut, à Dunkerque, préparer les Jeux olympiques de Londres 2012 : la morale l'emporte encore sur l'argent et les affaires.

Un deuxième événement s'est produit : la mort d'Aimé Césaire, poète, homme politique, chantre de la « négritude », enterré avec un hommage national en sa terre natale. Que dit Césaire ? Qu'aucun homme, aucun peuple, ne saurait être libre s'il soumet un autre homme, un autre peuple. Pour cela, il lui faut redonner sa fierté, et sa dignité à celui qui est opprimé. En ce sens, en ce sens seulement, Césaire défend « la culture noire », expression libre de ceux qui ont été soumis à l'esclavage. Ici, Aimé Césaire parle au nom de tous les opprimés, les hommes, les femmes, ceux et celles qui ont été privés de leur liberté et de leurs droits. Aimé Césaire se battait ainsi pour la dignité de toute l'humanité. Et il a su nous montrer que la morale et la politique savaient parfois marcher la main dans la main. Merci Monsieur le Poète.

Pierre Yana, Édith Varet, et la liste « Dunkerque, demain, avec vous ». Blog : pierre-yana.fr

ÉLUS « LE DÉFI DUNKERQUOIS »

Grand Large, quel franchissement ?

Pont ou tunnel pour le deuxième franchissement du chenal : la question reste entière pour ce deuxième accès au quartier du Grand Large. Cet accès ne doit gêner ni la pêche ni la plaisance comme nous l'avions demandé durant la campagne.

Grand Large, quels noms de rue ?

Donner les noms des bateaux construits aux Chantiers de France aux rues du quartier sur le site des Chantiers : une excellente idée à condition que ces rues ne soient pas débaptisées quelques années plus tard.

La Jean Bart : notre espoir

Et si la gymnastique féminine de la Jean Bart ramenait sa 7^e médaille de suite aux championnats de France ? C'est notre vœu pour ces talents dunkerquois que nous soutenons.

Indépendance alimentaire : une nécessité absolue

Certains pays connaissent des émeutes de la faim. Cela doit nous rappeler qu'en tous domaines l'indépendance est une nécessité absolue pour un pays. Aucun pays ne doit être à la merci des importateurs pour se nourrir. La spéculation n'a jamais fait bon ménage avec l'intérêt des peuples.

37 ou 66

Avec 37 jours de congés par an, les Français sont champions du monde. Certains font d'ailleurs la relation entre les congés et le pouvoir d'achat. Mais à Dunkerque, ce record est battu à l'AGUR - Agence d'urbanisme : 66 jours de congés.

Le Défi Dunkerquois - 10 rue Jean Bart - 59140 Dunkerque - <http://defidunkerquois@gmail.com>.

ÉLUS « LUTTE OUVRIÈRE »

Tous ensemble pour les salaires

À l'heure où nous écrivons, les travailleurs de Coca-Cola Dunkerque, de La Redoute à Roubaix et d'autres entreprises dans le pays sont en grève pour obtenir des augmentations de salaire. C'est la seule réponse possible aux hausses de prix (essence, gaz, produits alimentaires, etc.) qui dévorent le pouvoir d'achat des salariés.

Les profits patronaux n'ont jamais été aussi élevés. Coca-Cola a ainsi réalisé 47 millions d'euros de profits dans son usine de Bierné-Socx en 2007. Cela représente 13000 euros de bénéfice par salarié et par mois. Sept fois le salaire d'un travailleur débutant ! Et si Coca-Cola est une entreprise particulièrement prospère, toutes les entreprises annoncent des bénéfices extraordinaires.

Alors, il faut obliger le patronat à prendre sur ses profits pour augmenter les salaires. Et comme il ne le fera que s'il y est contraint, il faut que se généralisent les mouvements de grève. Tous ensemble ! c'est plus que jamais le mot d'ordre des travailleurs.

Permanences des adjoints

sur rendez-vous

◆ Hôtel de ville

03 28 26 27 21.
03 28 26 26 45.

◆ Maison de l'Armateur

03 28 26 26 84.

◆ Mairie de Mardyck

03 28 21 41 43.

◆ Centre communal d'action sociale

03 28 58 93 87.

Mairie pratique

Hôtel de ville

place Charles Valentin - BP 6 537 - 59 386
Dunkerque cedex 1 - Tél. 03 28 26 26 26
www.ville-dunkerque.fr

Dunkerque info mairie : 03 28 59 1 2 3 4

Centre communal d'action sociale

10-14 rue de la Maurienne - Tél. 03 28 58 87 10

Police municipale

24 quai des Hollandais - Tél. 03 28 26 28 60

État-civil et élections

ruelle aux Pommes - Tél. 03 28 26 28 41

Du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30 non-stop
et le samedi de 9 h à 12 h.

Maison de promotion de la santé

2 rue Saint-Gilles - Tél. 03 28 66 34 73.

Office de tourisme

Beffroi - rue de l'Amiral Ronarc'h
Tél. 03 28 66 79 21.

Mairie de Dunkerque-Centre

7 rue Faulconnier - Tél. 03 28 26 28 45.

Mairie de Dunkerque-Sud

3 rue du Jeu de Mail - Tél. 03 28 26 25 44.

Mairie de Malo-les-Bains

Place Ferdinand Schipman - Tél. 03 28 26 26 69.

Mairie de Rosendaël

Place des Martyrs de la Résistance -
Tél. 03 28 26 27 77.

Mairie de Petite-Synthe

1 rue de la Concorde - Tél. 03 28 26 25 55.